1 SEPTEMBRE - 1 NOVEMBRE 1974 - NUMERO 9-10

50 cents

CHILI-QUÉBEC INFORMATIONS

"Et, malgré la torture et la mort, la classe ouvrière et le peuple, la gauche et les révolutionnaires continuent à lutter contre la dictature"

MIGUEL ENRIQUEZ

("El Rebelde" journal du Mir, août 1974)

COMITE DE SOLIDARITE QUEBEC-CHILI, 356 ONTARIO EST,
MONTREAL 129 — TEL.: 842-8459.

RESISTENCIA est un bulletin d'information fait par des militants du MAPU. On peut se le procurer en s'abonnant ($3.00 - 6 numéros; $6.00 - 12 numéros) a/s Nicole Lacelle 356 Ontario est Mtl. ou disponible au Comité de Solidarité Québec-Chili ($0.50).

SOMMAIRE

- La complicité Canadienne avec les Gorilles continue . . . . . p 2
- CIA: quand les tueurs jouent les purs . . . . . p 3
  La CIA promotrice du syndicalisme en Amérique latine . . . . .p 4-5
- "Créer un, deux, trois Vietnam" . . . . . p 8
- Nouvelles du Chili, la mort d'un révolutionnaire . . . . . p 7
- ITT et Northern Electric des "ennemis" qui s'aident . . . . . p 6
- Le Canada et la junte chilienne: une diplomatie secrète . . . . . p 6
- La "manifestation" du 11 septembre au Chili . . . . . .p 9
- PEROU: des militaires pas comme les autres? . . . . . p 10-11
- L'organisation de la résistance: le point de vue du MiR . . . . . .p 12
- Contexte Latino-Americain: Argentine, Cuba, Porto-Rico . . . . . .p 13
- "Lois de la Legua" chantent le Chili . . . . . .p 14
- Vous avez la parole . . . . . p 15
- Envoi des fonds de solidarité . . . . . .p 15
- Unissons nous contre les déportations . . . . . .p 16

LA COMPLICITE CANADIENNE AVEC LES GORILLES CHILIENS CONTINUE

Le 9 octobre dernier, des représentants des Eglises canadiennes, des groupes de solidarité avec le Chili, d'organisations d'universitaires et d'organismes à vocation internationale ont présenté un mémoire sur **la Politique canadienne à l'égard du Chili** aux ministres du travail et de l'immigration, R. Andras, et des affaires extérieures, A. MacEachen.

Manifestement, ces hauts personnages étaient assez ennuyés de constater qu'autant de personnes et d'institutions respectables (certains affirment que l'opinion des Eglises pèse lourd dans la définition de la politique étrangère canadienne) se préoccupent encore de "l'affaire chilienne". Ce qui les ennuie peut-être davantage, c'est de voir qu'il y en a qui lâchent pas et qui ne sont pas mystifiés par les déclarations d'intentions et les belles promesses de ces menteurs professionnels.

En effet, depuis plus d'un an, ces mêmes personnes font des pressions sur les autorités politiques canadiennes afin que change radicalement l'orientation **dans les faits** de la politique canadienne à l'égard du Chili. Les recommandations faites sont toujours plus radicales et exigeantes.

Elles demandent la cessation immédiate de toute aide économique (par quelques détours que ce soit) à la junte; la redéfinition totale des programmes d'immigration et enfin la condamnation des crimes commis contre la junte et l'isolement diplomatique des gorilles.

Une prochaine rencontre est prévue. On attend les réponses de nos élus!!

DEMOCRA INGEREN OMNIPRESEN DECADEN CIA

S'offusquer des manigances de la CIA (Central Intelligence Agency) est à la mode par les temps qui courent. La grande presse, tous les moyens d'information de masse sont entrés dans le jeu de l'information. Ils se font un devoir de nous révéler toutes ces choses scandaleuses.

Voyons donc, la presse bourgeoise nous informe! Il faut s'interroger parce que c'est pas habituel, ils servent à tout autre chose qu'à cela. La politique américaine fait son grand ménage devant l'opinion pudique internationale, question de bien nous montrer que là aussi il y a encore des gens de bonne volonté...

Et puis quand on prétend faire la lumière sur certains agissements de la CIA, on est pas obligé de nous parler du reste. Cependant la CIA ce n'est qu'un pion de l'échiquier de la politique impérialiste U.S.; un pion parmi d'autres, ni plus, ni moins, (les chercheurs militants américains de NACLA viennent de nous donner un tableau de tout l'échiquier et du rôle très spécifique qui joue la CIA, cf NACLA, vol. VIII, no. 6, juillet-août 74: US. Counter-Revolutionary Apparatus).

Le texte qui suit lève le voile sur un autre aspect de la politique contre-révolutionnaire clandestine des Etats-Unis: le maintien de la domination américaine en Amérique Latine par le biais de l'installation de syndicats "libres".

LE JEU DE LA VERITE: UNE ARME A DOUBLE TRANCHANT

Ces faits ouvrent les yeux à bien des gens y compris à ceux qui prennent toujours soin de les garder bien fermés (pensez au dernier Synode). Ils prouvent que ceux qui parlaient d'intervention directe de la CIA au Chili n'étaient pas des "fanatiques", ceci est positif.

Mais mettre au grand jour, la super-puissance fantastique des Etats-Unis quand on ne parle jamais ou presque de toutes les luttes qui se livrent contre elle, c'est délibérement avoir un effet démobilisateur. C'est montrer au monde que le monstre est trop fort pour qu'on l'affronte.

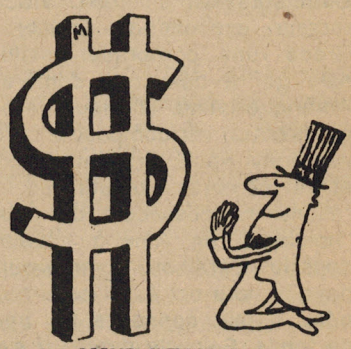
QUAND LES TUEURS JOUENT LES PURS

CONTROLER LE CAPITAL NE SUFFIT PAS

Le Coup d'Etat de 1973 au Chili n'a pas été le produit d'un désaccord du peuple face au gouvernement ni le résultat de l'affrontement des forces politiques du pays entre-elles. En plus du contrôle direct que les E.U. avaient de l'économie chilienne par leurs grandes compagnies et par les compagnies chiliennes il y avait aussi le contrôle de l'Armée. Les hauts officiers ont été formés à Panama et aux E.U. où l'enseignement du maniement des armes est accompagné d'un profond lavage de cerveaux. Les dollars venaient par la suite combler le manque de conviction.

INGERENCIA

DEMOCRA CIA



OMNIPRESEN CIA

La CIA, promotrice du syndicalisme en Amérique latine

Mais comme en dépit de cela, la bourgeoisie n'arrivait ps à écraser les travailleurs, les E.U. se sont infiltrés dans la classe ouvrière elle-même par le biais des syndicats. Ils ont d'ailleurs fait cela en France, en Italie, en Méditérannée et dans tous les pays où les travailleurs ont voulu secouer le joug du capitalisme et de l'impérialisme.

La CIA se charge directement ou indirectement d'alimenter et de surveiller le contrôle à ces trois plans: les Compagnies, l'Armée et les Syndicats. C'est ainsi qu'est utilisée la centrale syndicale américaine, AFL-CIO qui à l'insu de la très grande majorité de ses membres, fait le jeu des Compagnies, de la CIA et de l'Impérialisme en Amérique Latine comme partout dans le monde.

Mais des syndicalistes américains sont en train de lever le rideau sur ces faits fort peu "démocratiques". Ils ont publié une plaquette de 52 pages intitulée: "OUR ANALISIS OF OUR AFL-CIO ROLE IN LATIN AMERICA" et portant comme sous-titre: "Under the Covers with the CIA", d'où nous prenons les informations suivantes.

UN ORGANISME DES SYNDICATS CONTROLE PAR LA CIA ET LES COMPAGNIES

C'est en 1962 que l'AFL-CIO a fondé l'INSTITUT AMERICAIN POUR LE DEVELOPPEMENT DU SYNDICALISME LIBRE (AIFLD). Le président n'est nul autre qu Georges Meany président de l'AFL-CLO tandis que le président du Conseil des Directeurs est J. Peter Grace, directeur exécutif de la Cie W.R. Grace, une corporation multinationale qui a beaucoup d'intérêts en Amérique latine. D'ailleurs le bureau de direction est composé à la fois de nombreux hauts dirigeants syndicaux et de membres exécutifs de Corporations qui possèdent de puissants "holdings" en Amérique Latine et dans les Caraïbes. Comme celui qui paye la note est aussi celui qui contrôle, il faut connaître les bailleurs de fonds. Selon le directeur exécutif de AIFLD, William C. Doherty Jr. (agent de la CIA en plus) "92% de son budget vient de fonds gouvernementaux, le reste provient de l'AFL-CIO (cotisations des syndiqués etc.) et de quelques 95 établissements commerciaux qui ont des investissements en Amérique Latine." (Brochure AIFLD 1962-72 p. 17).

Parmi les Compagnies qui appuient "l'organisation d'un mouvement syndical démocratique" en A.L. on retrouve assez curieusement les Cies qui aux E.U. ont combattu farouchement la syndicalisation. Ce sont entre autres: Kennecott, Anaconda, American Smelting and Refining, Readers Digest, I.B.M., les Cies de Rockfeller, les grandes Cies pétrolières et les géants des Banques.

L'impérialisme repose sur l'exploitation et la mort des peuples.

LE SYNDICALISME LIBRE: UN OUTIL DES COMPAGNIES

Le but de cet organisme syndical, AIFLD, est clairement exprimé par un syndicaliste!! notoire, J. Peter Grace, directeur de Cie. "Nous devons comprendre qu'aujourd'hui le choix en A. L. est entre la démocratie et le communisme. Nous devons avoir présent à l'esprit que nous ne pouvons pas nous permettre que la propagande communiste nous divise entre les libéraux et conservateurs, ou entre Cies. et Syndicats, ou entre le peuple américain et son gouvernement... Dans cette organisation nous avons un sort commun que les communistes ne peuvent espérer concurrencer, c'est celui des hommes libres, d'origines différentes qui travaillent ensemble d'un commun accord pour un but commun, sans but égoiste" (AIFLD: "Une décade de coopération travailleur à travailleur").

Ce que Grace ne souligne pas c'est que ses possessions s'étendent jusqu'au Chili où sa Cie a fait des profits inédits, ("sans but égoiste") depuis plus de 100 ans.

Les attentes du gouvernement américain face à l'AIFLD sont bien énoncées dans le contrat du Département d'Etat qui en 1966 a remis $645,000 au directeur Doherty pour être utilisés au Chili. "Le but de cette activité est de renforcer et développer une avant-garde syndicale capable d'organiser un mouvement syndical démocratique au Chili qui pourrait participer et contribuer au développement national" et pour développer "des petits projets frappants qui répondent aux besoins des travailleurs et créent une attitude amicale envers les E.U. (AID-L.A. no 259 Chili)

L'ECOLE DE LA BONNE ENTENTE ET DE L'ESCLAVAGE

L'AIFLD, c'était à l'origine un programme d'éducation mais maintenant il agit dans beaucoup d'autres domaines: projets sociaux, ouverture de crédits, action sociale et dévloppement communaitre". Des séminaires locaux puis régionaux et nationaux sont autant d'occasions pour sélectionner les meilleurs éléments qui sont expédiés au cours de 3 mois à l'école anti "rouge" de Front Royal en Virginie.

Selon le directeur de AIFLD pour le Chili, près de 10,000 chiliens auraient participé à ces séminaires de 1962 à 72. Sur un total de 1000 latino américains, 80 chiliens étaient gradués de Front Royal durant cette même période. Mais dans les 6 premiers mois de 1973, 29 chiliens figurent sur la liste de l'école du syndicalisme libre: c'est une augmentation de 400%.

Durant ces cours, la famille de l'étudiant reçoit une pension et l'étudiant touche une somme qui lui permet d'épargner. De retour chez lui en A.L., l'étudiant reçoit un salaire pour au moins neuf autres mois!

Our AFL-CIO Role in Latin America

Ces cours ne traitent pas des problèmes causés par les corporations multinationales, du néo-colonialisme américain ou européen, du contrôle national oligarchique ou des plans fascistes des gouvernements militaires. Ils ne mentionnent rien sur la stratégie de la grève.

L'axiome de base c'est qu'on règlera le problème par l'obtention de bonnes conventions collectives et en combattant le communisme. Pour ce faire, il faut travailler main dans la main avec les Cies et le gouvernement. On y enseigne aussi l'économie du travail.

Les programmes sociaux sont les solutions-suçons que l'AIFLD offre aux pays du Tiers-Monde. Ils répondent aux besoins des membres des syndicats qui sont en conflit avec des syndicats de gauche: constructions de maisons, à des prix inabordables pour les travailleurs ordinaires, colonies de vacances etc. On démontre ainsi les avantages d'un syndicalisme du style AFL-CIO

LE SYNDICALISME LIBRE PREPARE LES DICTATURES

Les résultats de ce travail "syndical" sont multiples: en voici quelques-uns. Appui à la Centrale des Travailleurs Cubains (C.T.C.) jusqu'à ce qu'elle rejette Batista. Collaboration au renversement d'Arbenz en 1954 au Guatemala. Lutte pour Burnham contre Cheddi Yayan en Guyanne. Organisation d'une Centrale parallèle (CONATRAL) en République Dominicaine pour renverser Juan Bosch en 1965. Participation au renversement de Joao Goulart au Brésil en 1964. En Argentine le directeur est un avocat qui fut membre de la First National Bank of Chicago Trust Department, vice-consul au Brésil et membre du Département d'Etat: parfait syndicaliste par la suite!

AU CHILI, c'est Doherty lui-même (directeur de AIFLD et agent de la CIA) qui s'y rendit en 1962: efforts pour diviser la CUT (centrale unique des travailleurs) avec José Goldsack, démocrate chrétien (D.C.) et la Confédération des Officiers de la Marine (COMACH).

Avec l'élection d'Allende les efforts sont redoublés. L'aide des E.U. au Chili est coupée, exceptée l'aide militaire de $12 millions annuels et les sommes pour la "formation syndicale". On y subventionne donc les syndicats des patrons qui s'organisent en Comando Nacional de Los Gremios (CNDG), pour saboter l'économie, organiser le terrorisme paramilitaire de droite, subventionner la grève des propriétaires de camions ainsi que celle des cadres des mines de cuivre. Ce Commando rassemble les patrons de la Production, du Commerce, de la Construction, des Manufactures, les grands agriculteurs etc..: en un mot tous les grands patrons qui mènent l'économie selon les directives de Washington via la CIA.

Mais chose curieuse, en aucun moment la CUT n'a pu être affaiblie parce que les syndiqués avaient bien appris dans leurs luttes et dans leur histoire que les Cies américaines et nationales étaient des exploiteurs avant tout et non des bienfaiteurs qui "créent des emplois". La CUT avait un programme militant et la force nécessaire pour obtenir des gains immédiats tout en portant son regard vers un futur qui serait socialiste. C'est cette politisation combative qui la sauva de l'attaque de l'AIFLD.

LE SYNDICALISME NON POLITISE: PROIE DE LA POLITIQUE AU POUVOIR

Il est évident que le syndicalisme agissant comme une force complémentaire des Cies est facilement la proie de ces dernières. De fait si le syndicalisme n'est pas un outil de lutte, il est facilement utilisé par le système en place.

Les militants de l'AFL-CIO qui sont conscients de l'exploitation et de la lutte de leur classe contre les Cies ont dénoncé eux-mêmes leur Centrale et demandent l'abolition de ce fameux Institut Américain pour le Syndicalisme Libre (AIFLD) qui partout où il intervient conduit les travailleurs au tombeau et les dictateurs au pouvoir... au nom de la démocratie et de la liberté.

Il devient évident que lorsque les dirigeants syndicaux comme ceux de l'AFL-CIO agissent en généraux ils en viennent a s'entendre plus facilement avec d'autres généraux, directeurs de Cies ou d'Armés, qu'avec leurs propres membres.

L'action vigilante des membres, leur participation aux décisions, et la politisation du syndicalisme est

La base de la statue (Luisé) (tiré de "el Tiempo", Bogota 9/74)

évidemment l'unique façon d'échapper à la récupération des Syndicats par le système capitaliste.

L'exemple de l'AFL-CIO nous montre que l'ingérence de l'impérialisme américain par le biais de la CIA est multiforme et beaucoup plus subtile que les simples coups d'Etat et arrosages de millions de $ qui sont dénoncés actuellement.

La brochure "An Analisis of Our AFL-CIO Role in L.A." est disponible à la Libraire Progressiste, 1867 Amherst, Mtl (522-1373). Un résumé en français sera bientôt disponible, au Comité

I.T.T. et Northern Electric: des "ennemis" qui s'aident

Au mois d'août dernier a commencé à Montréal un procès fort révélateur: la compagnie Albatros Naviera poursuit la Northern Electric pour une somme de $8,963,437.50 qu'elle a perdue suite au refus de Northern Electric de conclure une affaire avec le gouvernement du Pérou. En effet, la Northern devait installer de nouvelles lignes de téléphone à Lima après que le gouvernement péruvien eût nationalisé une filiale de la I.T.T. (International Telephone and Telegraph). Mais alors que tout allait pour le mieux et que le contrat allait être signé, la Northern s'est mystérieusement désintéressée de l'affaire, qui représentait plus de 100 millions de dollars. Après enquête d'Albatros Naviera, qui avait servi d'intermédiaire entre la Northern et le gouvernement du Pérou, les raisons de ce désintéressement sont apparues.

Un peu avant la signature prévue du contrat avec le Pérou, la Northern venait de nommé un nouveau directeur des opérations internationales qui, curieux hasard, arrivait de Belgique où il travaillait pour la filiale de I.T.T. qui aspirait aussi à avoir le contrat avec le gouvernement péruvien; et comble de coincidences, la Northern venait de se donner un nouveau président, un citoyen américain qui arrivait de New York où il occupait le poste de **vice-président de la I.T.T.!**

Comme il fallait s'y attendre après tant de malheureuses coincidences, la Northern n'a pas eu le contrat et c'est la filiale belge de la I.T.T. qui en a hérité; quant à la nationalisation projetée par le gouvernement péruvien, elle a été retardée assez longtemps pour que la compagnie aie le temps d'installer 67,000 nouvelles lignes au coût de $624 par ligne alors qu'elles ne coûtent à la compagnie que $150. chacune - et s'est finalement faite à des conditions très défavorables pour le peuple péruvien.

Au passage, cet intéressant procès nous apprend qu'en 1968 la Northern Electric a offert de vendre au gouvernement du Vénézuela des téléphones à $10.12 l'unité, alors qu'elle vendait ces mêmes appareils à Bell Canada (dont elle est une filiale) au prix de $18.00 l'unité. Pauvre compagnie Bell qui doit constamment augmenter ses prix et qui, ne faisant pratiquement pas de profits, ne peut payer de bons dividendes à ses dizaines de milliers d'actionnaires! Mais par contre ses filiales (qui n'ont que quelques gros actionnaires) font les gros profits... sans avoir à aller piger dans le jardin des "concurrents".

LE CANADA ET LA JUNTE CHILIENNE: LA DIPLOMATIE SECRETE

Jeudi 10 octobre s'ouvrait à Ottawa un "séminaire" réunissant, sous la direction conjointe de l'Agence Canadienne de Développement International et de... la Banque Canadienne Nationale, des représentants des différents pays du pacte Andin * (dont le Chili) et des investisseurs "canadiens": ce dernier groupe étant surtout composé de commis des grands monopoles américains installés chez nous. Le but officiel de la rencontre était de "favoriser les échanges entre investisseurs canadiens et représentants des pays du Pacte" mais le silence inhabituel qui entoura ces tractations laisse présager tout autre chose. D'une part, les six pays du pacte constituent un marché extrêmement intéressant pour les filiales canadiennes des multinationales, filiales qui se voient interdire de concurrencer leurs maisons-mères sur les marchés les plus lucratifs (Europe occidentale, Brésil...) D'autre part, les conditions politiques qui prévalent dans la plupart de ces pays à l'heure actuelle ne permettent pas aux grandes entreprises de se tailler des profits aussi considérables qu'elles le voudraient: en effet, l'Article 24 du Pacte Andin prévoit des contrôles sévères sur les investissements étrangers, telle la nationalisation des secteurs-clefs, d'ici 15 ans, l'interdiction de rapatrier des profits de plus de 14% annuellement, etc. Le Pérou, dirigé par des militaires nationalistes, a assumé et assume encore un rôle de leadership au sein des pays du pacte.

La stratégie des multinationales dans la région est de briser le pacte à tout prix. Pour ce faire, ils disposent désormais d'un allié dans la place, la Junte chilienne. Cette dernière vient de promulguer le "Décret-loi 600" qui rejette pratiquement tous les contrôles prévus par le Pacte sur les investissements étrangers. Il ne reste plus qu'à faire affluer au Chili tous les capitaux dont on privera ses voisins pour saper l'unité du groupe et inciter à un rejet général de l'épineux Article 24. C'est ici qu'intervient le Canada. Notre pays jouit en Amérique latine d'une bien meilleure image que les Etats-Unis, il possède déjà ses entrées au sein du Pacte, dont l'ACDI finance largement le secrétariat: il est donc le pion tout désigné pou canaliser l'investissement au Chili... en montrant aux pays voisins ce qu'ils perdent par leur "intransigeance". Si ces projets se réalisent, l'argent des travailleurs canadiens et québécois servira donc, à travers l'ACDI, à financer les grands monopoles américains - ceux-là même qui ont provoqué la chute d'Allende - pour qu'ils poursuivent en Amérique latine leur sale besogne, qui est de renverser tous les régimes qui n'acceptent pas de livrer au pillage leur ressources et leur population. Dans le budget du gouvernement canadien, cela figure au poste de "l'aide aux pays sous-développés"...

PACTE ANDIN

Accord passé entre 1963 et 1973 entre six (6) pays sud-américains (Vénézuela, Colombie, Equateur, Pérou, Bolivie, Chili) visant en plus de l'abaissement des barrières tarifaires à établir une politique économique commune en vue du développement économique.

Un article du Pacte (no. 24) a été plus particulièrement sujet à controverse puisqu'il préconise la nationalisation à moyen terme (15 à 20 ans, selon les pays) des secteurs-clés: mines, énergie, transport...

Cet article a été répudié par le Chili en juillet dernier, ce qui a entraîné un désaccord très vif des autres pays du Pacte Andin.

NOUVELLES DU CHILI

LA MORT D'UN REVOLUTIONNAIRE

Le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR) du Chili n'est pas vaincu et ne se rend pas. D'autres mains ont empoigné le fusil de Miguel Enriquez et son exemple se répand, affirme Edgardo Enriquez, frère de Miguel Enriquez et membre de la Commission Politique du MIR.

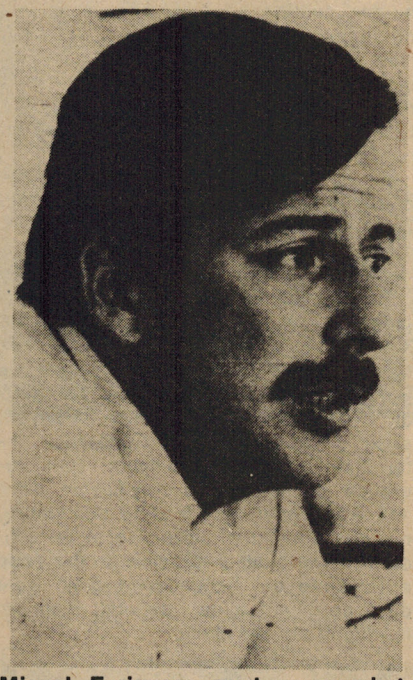
On se souviendra que Miguel Enriquez, secrétaire général du MIR, est mort le 5 octobre lors d'un combat inégal de deux heures avec les troupes combinées de l'armée, de l'aviation et des carabiniers chiliens dans le quartier de San Miguel, situé dans la banlieue sud de Santiago. Carmen Castillo, militante du MIR et épouse de Miguel Enriquez a été gravement blessée lors de l'affrontement et a été arrêtée par les gorilles chiliens.

Les obsèques de Miguel Enriquez se sont déroulées le 9 octobre au milieu d'un important déploiement des forces de l'ordre. Durant tout le trajet, le cercueil a été entouré par des fourgons et des patrouilles de police et de militaires qui empêchèrent la présence de civils dans le cortège.

Aux dernières nouvelles, Carmen Castillo, qui est enceinte de sept mois, était autorisée à quitter le Chili. Peut-être que les pressions de la solidarité internationale (qui a joué un grand rôle pour Von Schouwen et d'autres révolutionnaires) commencent à influencer les décisions de la Junte?

Il reste maintenant aux forces révolutionnaires à venger la mort de l'un de leur principal leader.

CAMARADE MIGUEL ENRIQUEZ: PRESENT!



Miguel Enriquez: mort en combattant.

LES TUEURS A GAGE DE PINOCHET

Les tueurs à gage du Service d'Intelligence Militaire (SIM) de l'armée chilienne en collaboration avec la CIA sont très actifs à l'extérieur du Chili. Le 29 septembre, agissant sous les ordres de Pinochet, ils ont assassiné l'ex-commandant en chef de l'armée chilienne le général Carlos Prats et son épouse. Le général Prats avait été nommé commandant en chef de l'armée chilienne au mois d'octobre 1970 à la suite de l'assassinat de son prédécesseur, le général René Schneider par des terroristes de droite qui voulaient empêcher l'accession de Salvador Allende à la présidence. Durant les trois années d'Unité Populaire le général Prats avait été un rempart contre les forces les plus obscures de la réaction chilienne et à deux occasions, il avait été nommé Ministre de l'Intérieur. Avec sa démission le 23 août 1973, il laissait la voie libre aux comploteurs de l'armée. Après le coup d'état, la junte militaire avait autorisé le général Prats et son épouse à se rendre en Argentine. Quelques semaines avant sa mort, dans des lettres personnelles, il dénonçait l'attitude de l'armée chilienne et comparait la dictature militaire au régime de Duvalier à Haïti.

Le bulletin d'information RESISTENCIA a appris de sources non-officielles de la police civile chilienne les faits concernant l'affrontement entre des militants du MIR et l'armée chilienne, qui a coûté la vie à Miguel Enriquez.

Nous reproduisons la nouvelle telle quelle.

Il y a cinq ou six mois, deux couples achetaient une maison sur la rue Santa Fé (arrêt no. 15 de l'avenue Sta-Rosa) dans le quartier de San Miguel. Les deux couples se déplaçaient dans des automobiles de marque FIAT 125-S et Toyota. Ils entraient et sortaient de la maison par le garage, fermant la porte de celui-ci de l'intérieur; en plus, la porte du garage était recouverte de plaques métalliques.

A la suite du hold-up armé commis à une succursale de la Banque du Chili, la DINA intensifie ses activités. Un voisin, collaborateur de la Junte, informe les militaires de l'attitude suspecte des occupants de la maison de la rue Santa Fé, croyant que ceux-ci seraient reliés au vol de banque commis quelques jours auparavant. Les militaires et les carabineros avec un grand nombre d'effectifs y compris des tanks entourent la maison suspecte et le pâté de maison où elle est située. Les militants du MIR qui se trouvent à l'intérieur de la maison, se rendent compte de la situation et décident de ne pas réagir immédiatement afin de laisser croire aux militaires que celle-ci est inoccupée et ainsi laisser les militaires s'approcher et se mettre à découvert. Lorsque ceux-ci se trouvent à proximité, les occupants de la maison déclenchent un feu nourri et réussissent à détruire un tank. Par la suite, les militaires tentent de nouveau de prendre d'assaut la maison, grâce à des renforts qui leur donnent une puissance de feu supérieure.

Les occupants de la maison, devant la supériorité des militaires, décident d'essayer de rompre le cercle et ils abandonnent la maison par les toits. Dans le jardin intérieur de la maison, près d'une fontaine servant de lavoir, Miguel Enriquez est atteint mortellement de deux balles dans la tête; quatre ou cinq autres personnes profitant de l'élément de surprise, réussissent à briser l'encerclement du pâté de maison. Ils s'emparent d'une automobile en marche de marque Fiat et une poursuite s'engage entre les militaires et les occupants de l'automobile. Elle se termine à l'arrêt 25 de l'avenue Sta-Rosa où les militaires perdent leur trace. Par la suite, on retrouvera l'automobile abandonnée près de cet endroit.

Résultats de l'affrontement:

- Environ 80 militaires et carabiniers sont tués ou blessés, en plus d'un tank qui est détruit.
- Miguel Enriquez est tué, sa compagne est gravement blessée et une autre personne est faite prisonnière à l'intérieur de la maison.
- Le reste des occupants réussit à fuir, probablement avec un blessé.
- L'affrontement se déroule approximativement entre 13.00 et 15.30, heure à laquelle les militaires réussissent à pénétrer dans la maison.

"CREER UN, DEUX, TROIS VIETNAM..."

Les manifestations internationales d'appui au peuple chilien qui ont eu lieu depuis le coup d'Etat de septembre 1973 et tout particulièrement lors de la Semaine Internationale de solidarité du 4 au 11 septembre, relèvent d'une conscience accrue des masses par un travail de soutien à la résistance chilienne qui semble vouloir s'intensifier de semaine en semaine... Mouvement de solidarité impressionnant par le nombre de pays, d'organismes internationaux et de travailleurs qui y ont participé...

Ce n'est pas s'en rappeler le soulèvement massif dans le monde entier et les gestes de solidarité qui avaient été posés au moment de l'agression impérialiste au **Vietnam.** Tout comme la volonté de s'en sortir du peuple vietnamien n'était pas de la folie, tout comme leur lutte n'a pas été vaine, il ne faut pas en ce moment sous-estimer la portée réelle de la solidarité entre les peuples et de la lutte de résistance que mène le peuple chilien...

SEMAINE DE SOLIDARITE INTERNATIONALE

Le **11 septembre**, des travailleurs, hommes, femmes et enfants sont descendus dans la rue pour crier leur révolte, pour dire qu'ils en avaient assez, pour dénoncer l'impéralisme américain et ses comparses et pour manifester leur solidarité à la lutte populaire de résistance. Ils se sont retrouvés 10,000 à Paris, 10,000 à Londres, 20,000 à Bogota en Colombie avec Béatrice Allende, 40,000 à Francfort (Allemagne de l'Ouest), 60,000 à Milan, 80,000 à Rome... Des rassemblements comme jamais on en avait vus depuis le temps chauds de la mobilisation pour le Vietnam! Qu'on ne vienne pas nous raconter des histoires en nous disant qu'il ne se passe jamais rien, que les gens ne comprennent pas, qu'ils ont massivement "décroché"... Oui "ça va de plus en plus mal" comme on dit, mais il faudrait savoir pour qui???

Dans la semaine du 4 au 11 septembre au **Québec**, à Rouyn, Hull, Trois-Rivières, Québec, Rimouski, Joliette, Montréal, des marches des soirées de solidarité, des débats politiques, des conférences de presse ont été organisés pour faire la preuve que les travailleurs québécois unissent leur lutte à celle du peuple chilien.

GESTES CONCRETS DE SOLIDARITE

Il n'y a pas seulement dans la rue que les gens ont choisi de manifester leur détermination. Des milliers de travailleurs ont posé des gestes de lutte et de soutien à la résistance dans leur propre milieu de travail. En France, il y a eu des meeting organisés dans les usines de la compagnie ITT et ses filiales. A New York, piquetage devant le siège social de l'ITT, à Philadelphie mouvements de protestation contre la présence de bateaux chiliens. On dénonce de plus en plus l'ennemi sur son propre terrain.

Le 11 septembre à Paris, des militants ont occupé la chambre Franco-Chilienne. En Tchécoslovaquie, les travailleurs syndiqués ont fait du travail volontaire pour alimenter un fond de solidarité à la résistance chilienne. A Hambourg, au Portugal, en Italie, en France, en Angleterre, au Vénézuela, des débardeurs et des travailleurs de l'aviation ont boycotté les transports chiliens. Geste de solidarité qui démontre que la résolution de boycot prise à Genève par la Fédération Internationale des travailleurs (qui regroupe 6 millions de travailleurs dans 140 pays) pour les 18 et 19 septembre, n'a pas été lettre morte. Geste de solidarité remarquable qui porte un dur coup à la Junte qui l'attaque de plein front dans ce qu'elle a de plus vital! Pinochet lui-même s'en est plaint...

Au Vénézuela, la quasi-totalité des travailleurs vénézuéliens affiliés aux trois centrales syndicales ont fait le 11 septembre un arrêt de travail symbolique de 15 minutes en hommage au Président Allende. A Francfort, des messages de protestations sur les horreurs du Stade de Santiago ont été brûlé symboliquement dans le stade de soccer... En Argentine, un attentat à la bombe, revendiqué par le groupe des Forces Armées de Libération du 22 août, a été perpétré à l'ambassade du Chili à Buenos Aires. Cette ambassade est considérée comme la centrale d'envoi de toutes les armes au Chili... A Cuba, le 11 septembre a été décrété "Journée Internationale de Solidarité" avec le peuple chilien. Du travail volontaire, des assemblées politiques ont été organisées dans tous les Comités de Défense de la Révolution (CDR) et dans tous les Centres de Travail...

On ne peut plus prétendre que l'appel à la solidarité n'est toujours qu'un mot, qu'une émotion désespérée... Des travailleurs des militants ont su poser des gestes précis, face à un ennemi de plus en plus cerné...

DECLARATIONS INTERNATIONALES DE SOLIDARITE

L'affaire a tellement pris d'ampleur que depuis un an la majorité des organismes internationaux, des centrales syndicales, des groupes progressistes et des groupes de professionnels, (journalistes, sociologues, cinéastes) ont fait des déclarations pour dénoncer la terreur du système fasciste de la junte chilienne et pour y souligner la participation directe du gouvernement américain... Du 11 au 15 septembre, à Lisbonne, une Conférence syndicale internationale de Solidarité avec le Chili à l'appel de la FSM a étudié des résolutions concrètes d'appui au peuple chilien. Les trois Confédérations Mondiales des syndicats: la Fédération des syndicats Mondiaux (FSM), la Confédération Mondiale du Travail (dont fait partie la CSN) et la Confédération Internationale des Syndicats libres (dont fait partie la FTQ)... se sont jointes à ces condamnations de la junte.

L'APPUI A LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DOIT CONTINUER

Mais il ne suffit pas de "se dire solidaire", il faut également poser des gestes. L'exemple des travailleurs du transport en est un éclatant. Un autre exemple stimulant est celui des brigades de travailleurs cubains. Ceux-ci, depuis le coup d'Etat, réservent un logement pour une famille réfugiée chilienne ou latino-américaine dans chaque bloc d'appartements qu'ils construisent. Quand on sait le problème du logement qui existe à Cuba, quand on connaît la quantité de travail qu'exige la construction d'un logement, on ne peut qu'être frappé par la conscience politique vraiment internationaliste du peuple cubain.

Pour nous, il s'agit de se trouver des moyens d'action possible: refuser de consommer les produits chiliens, dénoncer et faire pression sur le gouvernement canadien, appuyer la lutte de résistance du peuple chilien en fournissant quelques heures de travail, quelques dollars au Comité Québec-Chili, par exemple. C'est peu en soi, pour chacun de nous, mais collectivement ça aide en maudit...

LA MANIFESTATION DU 11 SEPTEMBRE AU CHILI

La manifestation "populaire" spontanée du 11 septembre au Chili.

Des correspondants du Chili nous ont communiqué leurs impressions sur la façon dont s'est déroulée la manifestation du 11 septembre à Santiago. Nous résumons ici leurs lettres.

Le 11 septembre 1974, jour anniversaire du coup d'état, a eu lieu à Santiago une manifestation de soutien au gouvernement fasciste actuel.

Loin d'être "spontanée" comme voudrait le laisser croire la Junte qui s'est dite "obligée de céder devant l'unanime volonté du peuple", cette manifestation a été préparée de longue date et à grands renforts de moyens par ces mêmes organismes (telles les corporations de commerçants et de professionnels) qui avaient contribué à la chute de l'Unité Populaire. Jamais les Chiliens ont été autant sollicités et persuadés de participer à un rassemblement: publicité quotidienne à travers tous les média d'information, panneaux-réclames dans les rues affichant en lettres énormes "Septembre, mois de la liberté", camionnettes quadrillant la ville pour inviter les gens à se rendre à cette manifestation et congé spécial accordé aux travailleurs ce jour là. Il n'y avait pas besoin de tant de tapage pour réunir des centaines de milliers de travailleurs sous l'Unité Populaire!

Il faut ajouter que la Junte avait pris ses précautions: depuis août on a assisté à une recrudescence de la répression menée sous le couvert d'une lutte contre la délinquance. C'est ainsi que se sont multipliées les perquisitions dans les quartiers populaires, les contrôles de voitures, les arrestations dans les lieux publics, etc. etc.

Il y a donc eu le 11 septembre pas mal de monde dans les rues... mais pour Santigo, ça n'a rien d'exceptionnel et le lieu de rassemblement le parc Bustamente a été choisi suffisamment petit pour que ça ait l'air bien paqueté de monde. Sur le petit écran les chiliens ont eu droit toute la journée à du "militaire" sous toutes ses formes: défilés, discours, chansons. Pinochet, dans un habile discours, a parlé d'augmentation de salaires, de constructions de logements et de libération de détenus... mais toujours pas question de permettre la renaissance des partis politiques.

Comme quoi, la seule liberté permise aux chiliens est d'approuver le coup d'état fasciste, "spontanément" celà va de soit.

Le jour où les chiliens célèbreront leur victoire contre la dictature, là on verra des masses de travailleurs descendre vraiment spontanément dans la rue.

2e partie

AU PEROU: DES MILITAIRES PAS COMME LES AUTRES!?

Dans un premier article, nous avons souligné rapidement les contradictions du régime militaire péruvien: dynamique, radical d'une part, mais aussi, autoritaire, soucieux de contrôler et d'encadrer tout mouvement de masse.

Dans ce second article, nous tâcherons d'expliciter plus largement ces contradictions et d'en analyser les causes: **comment** et **pourquoi** le **même** gouvernement peut-il procéder à des transformations qui comptent parmi les plus radicales de l'Amérique latine et avoir recours à la répression parfois la plus brutale des travailleurs?

LA REVOLUTION PERUVIENNE: PLUS QU'UNE REVOLUTION TRANQUILLE...

Depuis leur accession au pouvoir en octobre 1968, les militaires péruviens ont procédé à un ensemble impressionnant de mesures économiques, politiques et culturelles. Soulignons les plus importantes.

Mesures économiques:

- en 1968: nationalisation de l'International Petroleum Company (américaine)
- en 1969: étatisation des banques.
- en 1969 aussi: début de la réforme agraire. Expropriation des grandes propriétés foncières et d'usines sucrières. Les terres sont peu à peu redistribuées aux paysans, les usines remises à des coopératives de travailleurs agricoles.
- en 1970: l'Etat prend le contrôle des mines non exploitées mais sous contrôle étranger. De plus, la nouvelle Loi de l'Industrie confie à l'Etat la gestion des industries de base: sidérurgie, pétrochimie, fertilisants, ciment, et crée les Communautés Industrielles, entités où est envisagée la participation des travailleurs à la propriété (jusqu'à 50% des actions) et à la gestion de l'entreprise.
- en 1971: l'Etat acquiert 51% des actions des chaînes de télévision et 25% de celles des postes de radio.
- en 1972: nationalisation des services publics, tels les télé-communications, le téléphone (dont ITT), l'électricité et les chemins de fer.
- en 1973: nationalisation des pêcheries, et de la commercialisation des produits de la pêche.
- en 1974: nationalisation de la Cerro de Pasco Corp. (7 gisements miniers). En juillet dernier: nationalisation de dix grands quotidiens, dont la direction est confiée à diverses organisations ouvrières, paysannes, etc.

Au début de l'année 1974, l'Etat péruvien contrôlait près de 80% du commerce extérieur (pétrole; produits miniers; produits agricoles).

Politique extérieure indépendante:

- Le gouvernement du général Velasco a violemment dénoncé les méfaits de l'impérialisme au pays et sur le continent. Très actif à la Conférence des pays non-alignes (tenue à Alger, en septembre '73), il a vigoureusement défendu ou appuyé toutes les manifestations visant à affaiblir le contrôle de l'impérialisme sur les pays du Tiers-Monde et à affirmer la souveraineté nationale: extension de la mer territoriale à 200 milles des côtes; contrôle des ressources naturelles; efforts d'intégration régionale, tels le Pacte Audin.
- Autre affirmation d'indépendance politique: en 1972, après le Chili, Le Pérou rompait le blocus de l'Organisation des Etats américains et renouait ses relations, depuis très intenses, avec Cuba.

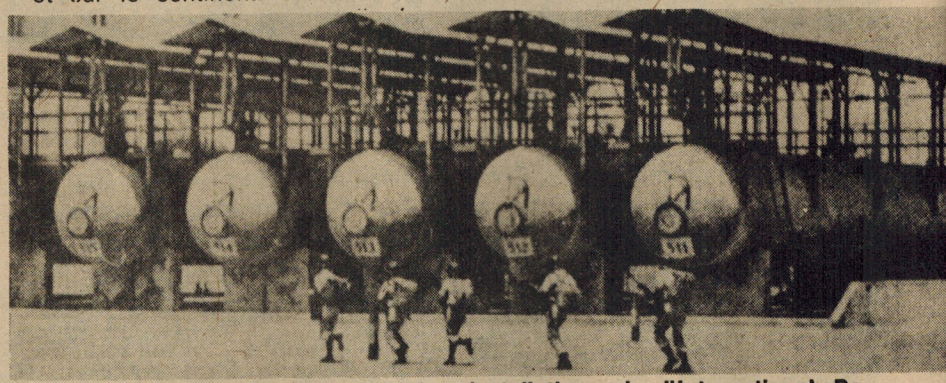
Mesures culturelles:

- en 1972: loi visant la réorganisation de l'éducation sur tout le territoire.
- une politique culturelle intelligente, visant à la revalorisation de la culture traditionnelle, indigène surtout.

L'ensemble de ces mesures, de caractère nettement nationaliste, ont créé dans les masses une certaine conscience anti-impérialiste, mais surtout un sentiment, une fierté nationale inédits au Pérou.

...MAIS PAS UNE REVOLUTION DES TRAVAILLEURS

Un gouvernement nationaliste peut être dynamique, sans travailler pour autant de façon prioritaire aux intérêts des travailleurs. Le gouvernement militaire péruvien illustre bien cette situation.



Octobre 1968: l'armée exproprie les installations de l'International Petroleum.

En 1968, lorsqu'ils prennent le pouvoir, les militaires trouvent le pays en pleine crise. Impasse économique d'une part: inflation, chômage et déficit énorme de la balance des paiements. Impasse politique d'autre part: il n'y a pas de classe assez forte pour exercer un leadership à la hauteur des difficultés de l'heure. Seuls les militaires et les cadres bureaucratiques sont assez organisés pour exercer un tel leadership. L'appartenance petite-bourgeoise de ces deux groupes, leur formation nationaliste-réformiste vont expliquer le caractère ambivalent, tantôt radical, tantôt conservateur, des mesures de la Révolution péruvienne.

A qui profite le développement?

Anti-impérialistes, les militaires ne le sont pas au sens où ils attaqueraient à la racine même le sys-

tème d'exploitation des masses paysannes et ouvrières: le capitalisme. Mais ils le sont, oui, au sens du nationalisme: à leur yeux, la dépendance et ses effets se limitent à la domination du capital impérialiste sur le capital national et aux distorsions, conflits sociaux internes que cette domination provoque et rend insolubles. Aussi, l'objectif principal de la stratégie de développement des militaires a consisté en l'édification d'une structure industrielle (dans le secteur manufacturier principalement), en la consolidation, économique et politique, de la bourgeoisie industrielle nationale. Pour réaliser cet objectif, les militaires ont dû:

1) exproprier les grands propriétaires terriens qui, accrochés à leurs privilèges, refusaient toute réforme et l'industrialisation du pays;

2) étatiser les banques et le commerce extérieur, canalisant ainsi toutes les ressources du pays, l'épargne interne vers le financement du développement industriel;

3) créer un Etat moderne fort, planificateur, technocrate, qui est devenu lui-même l'entrepreneur le plus important au pays, puisqu'il possède et exploite directement mines, gisements de pétrole, pêcheries, sidérurgies...

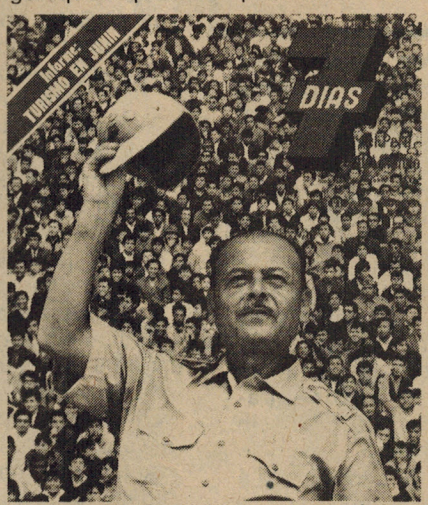
4) contrôler les masses, les intégrer au plan de développement: tantôt en répondant à leurs revendications les plus immédiates; tantôt par la répression; tantôt surtout en les encadrant dans des organisations "populaires" contrôlées par l'Etat.

Les militaires et les masses péruviennes

L'objectif premier des militaires n'a donc jamais été la redistribution des richesses du pays, ni la satisfaction des intérêts des travailleurs, encore moins la remise entre les mains des masses du contrôle de la Révolution péruvienne. Les mesures qu'ils ont prises à l'égard des classes ouvrières et paysannes ont toujours été liées de près ou de loin à la nécessité d'intégrer celles-ci au plan de développement économique élaboré "en haut."

S'il est vrai qu'une fraction, d'ailleurs limitée (20%), des paysans et des travailleurs ont bénéficié de la réforme agraire, des réformes de l'entreprise et de l'éducation, de certaines nationalisations, il reste que la majorité d'entre eux faisaient les frais de la transformation économique du pays. Ce sont eux qui, par leur pouvoir d'achat décroissant ou leur sur-travail, ont payé la note des généreuses indemnisations versées aux grands propriétaires fonciers ainsi que celle de l'industrialisation.

D'autre part, les militaires n'ont jamais vraiment cherché l'appui des masses pour mener à bien leurs objectifs. L'année 1971 constitue à cet égard une sorte de "test-case" et un tournant décisif. Devant les réticences du capital national à s'engager dans la stratégie de développement que les militaires avaient pourtant esquissée à son bénéfice (la bourgeoisie réagissaient mal aux aspects progressistes de certaines mesures), le gouvernement de Velasco se trouva devant une alternative claire: ou faire appel aux masses, à leur collaboration, à leur effort décuplé pour suppléer à l'inertie du capital national et diriger le passage à une véritable indépendance nationale; ou faire appel aux capitaux étrangers. Devant le danger que représente pour toute idéologie petite-bourgeoise la mobilisation des masses, les militaires optèrent: le gouvernement Velasco entreprit de stimuler à nouveau l'investissement étranger en lui proposant l'alliance avec le capital d'Etat (sociétés mixtes), ainsi que des conditions d'exercice plus alléchantes.



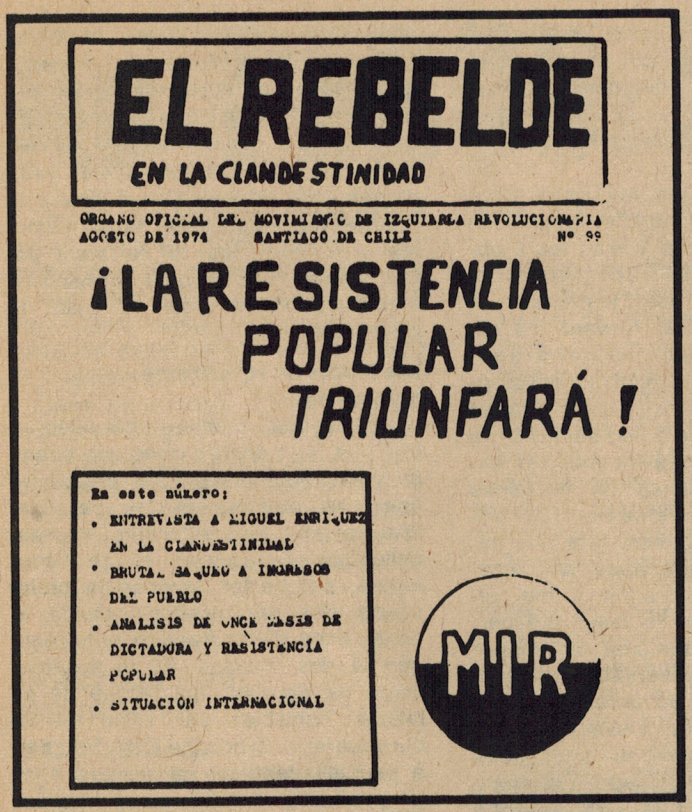
Six ans de révolution avec un régime ambigu.

Pour accélérer le processus de développement, le régime pressait désormais les travailleurs à serrer le rang. L'autoritarisme s'accrut. Le contrôle direct des organisations de classe des travailleurs s'intensifiait avec la création d'un organisme para-politique de mobilisation sociale, d'une centrale syndicale contrôlée par l'Etat, de Ligues paysannes bureaucratisées et d'une structure universitaire où les étudiants pourront être soigneusement encadrés. Pendant que la Révolution péruvienne dépouillait les travailleurs de leurs organisations autonomes, elle donnait peu à peu à la bourgeoisie industrielle, la cohésion, les instruments qui lui faisaient défaut avant 1968: routes, transports, électrification, énergie et plan de développement.

Les limites du réformisme nationaliste

Le régime militaire péruvien a joui - et jouit encore dans une bonne mesure - d'une certaine popularité chez les ouvriers et les paysans. D'autre part, des réformes, comme celles de l'entreprise et de l'éducation, ont certes favorisé la croissance des organisations et de la conscience d'une fraction non négligeable des masses. Et le syndicalisme de combat, qui refuse de se laisser contrôler par l'Etat ou la bureaucratie syndicale, se fait peu à peu les dents et se prépare à de longues luttes. Enfin, les problèmes économiques que connait présentement le pays, en même temps qu'ils peuvent provoquer une mobilisation et une pression populaire sur l'Etat, révèlent à quel point les réformes récentes restent limitées.

La stratégie anti-impérialiste des militaires s'est attachée moins à mettre en cause les mécanismes fondamentaux de la dépendance qu'à tempérer la présence des capitaux par l'intervention de l'état et par l'introduction d'importants capitaux japonais, européens, mais aussi soviétiques, et des pays de l'Est. Les grands capitaux étrangers se sont concentrés, en alliance avec le capital d'Etat, dans les secteurs stratégiques (pétrole; mines; sidérurgie): la dépendance du pays à cet égard est donc renouvelée, approfondie même. Ces secteurs industriels en raison de leur haut degré de technologie n'ont intégré qu'une main-d'oeuvre fort restreinte et ils drainent chaque année, au titre des coûts pour l'utilisation de la technologie, d'importantes quantités de devises hors du pays. Après bien d'autres, l'expérience péruvienne indique assez clairement que les projets "nationalistes" d'indépendance économique, et politique édifiés sur la méfiance à l'égard des masses, n'aboutissent finalement qu'à la renégociation des termes de la dépendance, jamais à sa mise en cause radicale.



EL REBELDE

EN LA CLANDESTINIDAD

ORGANO OFICIAL DEL MOVIMIENTO DE IZQUIERDA REVOLUCIONARIA
AGOSTO DE 1974 SANTIAGO DE CHILE Nº 99

¡LA RESISTENCIA POPULAR TRIUNFARÁ !

En este número:
- ENTREVISTA A MIGUEL ENRIQUEZ EN LA CLANDESTINIDAD
- BRUTAL ATAQUE A INGRESOS DEL PUEBLO
- ANALISIS DE UNCA BASIS DE DICTADURA Y RESISTENCIA POPULAR
- SITUACION INTERNACIONAL

MIR

Reproduction du format de "El Rebelde" publié dans la clandestinité par le MIR. Plusieurs autres journaux clandestins circulent au Chili. Le texte reproduit ici est tiré du "Rebelde" d'août 74.

LE MOUVEMENT DE RESISTANCE SE RENFORCE

Le Mouvement de Résistance Populaire, c'est la lutte consciente et spontanée que mènent toutes les classes et les couches opprimées par la dictature. A la résistance participent l'ouvrier de l'usine, l'ouvrier agricole, l'employé, le paysan pauvre, le chômeur, le "poblador", la femme et le soldat, ainsi que les petits et moyens entrepreneurs étouffés par la politique de la dictature. Au sein de ce processus, le prolétariat lutte pour imposer sa direction, pour mener la lutte contre la dictature jusqu'à son renversement par la force et l'instauration d'un nouveau gouvernement.

COMMENT S'ORGANISE LA RESISTANCE

L'expérience même de la lutte des classes a conduit à adapter les anciennes formes d'organisation et de lutte à la situation actuelle et à en créer de nouvelles.

Ainsi, le mouvement de résistance populaire se développe dans les syndicats, dans les centres de mères, les clubs de jeunes, les organisations culturelles, les comités de quartier, les organisations religieuses, la structure familiale et parentale, les groupes d'amis, etc. Il crée aussi de nouvelles formes d'organisation semi-légales (Communautés Chrétiennes pour les Libertés, Comités de Défense des Droits de l'Homme, Comités d'Aide aux Prisonniers Politiques). Il organise aussi des Comités de Résistance clandestins intégrés par trois à sept membres sur chaque lieu de travail, d'étude ou d'habitat.

Les Comités de résistance dirigent et orientent le travail dans les organisations légales et semi-légales.

Le problème auquel se heurte principalement la résistance est la nécessité de créer des formes supérieures de coordination et de direction qui puissent unifier les bases du mouvement de résistance.

La faute la plus grave, impardonnable du point de vue des intérêts des travailleurs, c'est le refus de certains partis de gauche d'impulser d'une manière décisive la formation des Comités de Résistance et d'intégrer rapidement un Front Politique de la Résistance qui ne soit pas seulement une représentation des partis, mais une expression authentique de la résistance organisée en tant que mouvement social de caractère massif, c'est-à-dire une direction politique de la résistance soumise au contrôle de ses bases.

L'organisation de la Résistance: LE POINT DE VUE DU MIR

LA RESISTANCE ET LES FORMES DE LUTTE

Les formes de lutte ne s'inventent pas, elles surgissent de la pratique de la lutte de classe et leur application dépend du rapport de forces.

En septembre 1973, il y a eu résistance et combats dans certaines zones du pays. Après la défaite, des ouvriers, des paysans et des "pobladores" ont continué partiellement et isolément la lutte ouverte contre la dictature sous la forme de grèves, sabotages et harcèlements. Mais le mouvement de masse était dans une phase de reflux. Battu politiquement, désarticulé et atomisé, dans un rapport de forces extrêmement défavorable, il ne pouvait pas mener une lutte ouverte contre le capital.

La classe ouvrière, le peuple et la gauche ont appris les leçons et se sont donné pour tâche de réorganiser leurs forces clandestinement. La propagande et l'agitation clandestine, la tactique de la pression indirecte, le boycott massif à la production à travers le ralentissement du travail sont devenus les formes principales de lute.

Ainsi, la vieille organisation syndicale et professionnelle a pu se restructurer et parallèlement a commencé l'organisation de la résistance clandestine.

Aujourd'hui, grâce au Mouvement de Résistance Populaire, il est possible de surmonter l'isolement et l'atomisation initiaux, que la dictature avait réussi à imposer. La lutte peut commencer à prendre un aspect plus national et plus unifié, mais sans dépasser le terrain de l'agitation et de la propagande du boycott passif et camouflé, de la pression indirecte et du petit sabotage.

En même temps, il est nécessaire de préparer les conditions pour la lutte ouverte et la PROPAGANDE ARMEE.

C'est dans cette direction qu'il faut avancer, lentement mais sûrement, sans se tromper de pas ni de chemin.

LA NECESSITE DE CONSTRUIRE LE PARTI REVOLUTIONNAIRE DU PROLETARIAT

La défaite du mouvement ouvrier et populaire chilien en septembre 1973 a dramatiquement mis en évidence l'urgente nécessité de la construction du parti révolutionnaire du prolétariat chilien, le parti de la classe ouvrière et de la révolution prolétarienne.

Aujourd'hui ce défi revêt un caractère d'urgence.

Le MIR chilien se propose la tâche historique de devenir l'élément central dont les conceptions théoriques, stratégiques, tactiques et organisationnelles ainsi que la pratique concrète dans la lutte nationale permettront de regrouper et de galvaniser l'avant-garde prolétarienne pour construire le parti révolutionnaire du prolétariat chilien.

CONTEXTE LATINO-AMERICAIN

ARGENTINE

LES SYNDICATS COMBATIFS RESSERRENT LEURS LIENS

Tout le monde connaît la situation de violence qui prévaut actuellement en Argentine: sur une période de 50 jours, on dénombrait en août et septembre, 59 morts, 214 attentats, 54 blessés et 20 enlèvements.

Devant cette situation, le gouvernement de Maria Estela de Péron et les Forces Armées déclaraient, fin septembre, une guerre à mort au terrorisme. "Les Forces Armées se mettent à la disposition du Pouvoir constitutionnel", déclarait le commandant général Léandro Anaya. On peut s'attendre à des opérations militaro-policières d'envergure, à la déclaration peut-être de l'état de siège.

Pendant ce temps, les politiques conservatrices du gouvernement péroniste, l'inflation (dans le seul mois d'août, elle s'élevait à 4%), la mise en tutelle de quelques syndicats particulièrement militants continuent d'agresser les travailleurs. La bureaucratie syndicale, en collusion avec le patronat et le gouvernement, essaie de contrôler ses bases, de plus en plus nerveuses, en sollicitant à nouveau une augmentation des salariés: la dernière, de 13%, fut condédée en mars dernier.

Si les forces du statu quo resserrent leur alliance, les organisations de travailleurs les plus militantes se préparent aussi à une longue lutte. Vers la mi-septembre, **plus d'une centaine d'organisations** des secteurs syndicaux combatifs, péronistes et marxistes, se réunissaient dans la clandestinité en vue de constituer un Front national de coordination de lutte syndicale.

L'objectif de la nouvelle organisation - il ne s'agit pas d'une nouvelle centrale syndicale, parallèle à la CGT - est d'assurer d'une part la revendication de salaires plus justes mais surtout "de faire que les travailleurs à la base reprennent le contrôle de leurs syndicats".

La réunion a eu lieu en dépit d'une interdiction gouvernementale et de mesures policières strictes: certaines délégations ont été arrêtées alors qu'elles se dirigeaient, en automobile ou en autobus, vers Tucuman, siège de la rencontre.

La réunion avait été convoquée par les syndicats les plus combatifs, de l'intérieur du pays particulièrement: syndicat des mécaniciens et travailleurs du transport (Cordoba), syndicat des électriciens (Cordoba), syndicat des ouvriers de l'industrie sucrière (Tucuman), des ouvriers graphistes (Buenos Aires). On se rappellera que ce sont plusieurs de ces mêmes syndicats qui, en 1969, déclenchèrent le mouvement de résistance populaire qui devait précipiter la chute du gouvernement militaire, le retour à la voie constitutionnelle, et le retour de Péron au pays. Les espoirs déposés en Peron se sont avérés déçus. C'est maintenant avec des objectifs socialistes plus clairs que les syndicats combatifs vont se remettre à leur tâche de fer de lance du mouvement des travailleurs.

CUBA

LES TRAVAILLEURS DISCUTENT SUR LE PLAN ECONOMIQUE 1975

A Cuba, durant les mois d'août et septembre derniers, les travailleurs de plus de 40,000 centres de production et de services ont procédé à l'analyse et à la discussion du Plan économique pour l'année 1975.

Le projet de Plan, élaboré par le Comité central de planification, prévoit des objectifs de production globaux pour l'ensemble du pays mais aussi des objectifs de production spécifiques: par régions, par branches de production ou même par unités de production. Ce sont ces objectifs régionaux, sectoriels ou locaux selon les cas, qui ont été étudiés par les travailleurs pour voir dans quelle mesure et à quelles conditions ils seront réalisables.

"Quelle est la capacité réelle de notre entreprise? Quels sont nos besoins en matières premières, combustible, machinerie? Quelles sont nos normes de productivité? Comment les hausser? Quel est le coût global de nos opérations?" Toutes ces question étaient abordées, faisaient ensuite l'objet de recommandations acheminées vers le Comité central du Plan qui en tiendra compte dans la version définitive du Plan '75.

Tout ce processus, réalisé à la grandeur du pays, servira également d'expérience de base, pour la discussion par les travailleurs, du premier Plan quinquennal cubain (1976-1980), discussion qui aura lieu au cours de l'année prochaine.

A côté de ça, notre démocratie à nous manque vraiment d'imagination!

La démocratie cubaine: d'abord sur le lieu de travail.

PUERTO-RICO

Les manifestations de rue et les attendats à la bombe de la fin du mois d'octobre à New York ne sont qu'une étape de la lutte des Portoricains pour obtenir leur indépendance. Mais certains avaient peut-être oublié que Puerto-Rico est encore (et depuis 1898) une colonie des USA, que le mouvement indépendantiste (qui date aussi de 1898) a subi les pires répressions par les Etats-Unis. L'un de ses leaders, Pedro Alibzu CAMPOS est mort en 1967 après avoir été emprisonné et torturé par les américains. Le "Parti Indépendantiste" et le "Parti Socialiste Portoricain" de tendance marxiste pour ce dernier, sont actuellement les deux principaux partis à lutter pour l'indépendance. La solidarité des pays du Tiers monde est un atout majeur dans la conquête de l'indépendance de Porto-Rico. A New York des délégations Africaines, Cubaine et de pays socialistes manifestaient aux côtés des Portoricains. Nous devons, nous aussi, comprendre leur lutte et la soutenir.

"Los de la Legua" chantent le Chili

Le mot "imperialisme" ne signifie pas seulement pour nous l'histoire faite de massacres, de trahison, de domination politique et économique. L'impérialisme signifie aussi, une "culture qui ne nous appartient pas, une façon de vivre qui n'est pas à nous. Il y a longtemps que les intellectuels et les artistes progressistes de l'Amérique Latine luttent contre cette domination culturelle, et dans le domaine de la chanson populaire il y a une très longue lutte pour imposer un type de chanson née vraiment da la vie et les espoirs de nos peuples.

Pendant la période de l'Unité Populaire, au Chili, la chanson a été vraiment une arme de combat. On faisait des chansons pour célébrer nos victoires et on faisait des chansons pour dénoncer les ennemis du peuple. C'est pour ça que quand les militaires chiliens ont pris le pouvoir, ils ont saccagé la maison de Neruda, ils ont assassiné Victor Jara, un des principaux chanteurs populaires chiliens, ils ont emprisonné, torturé et souvent fusillé des intellectuels et artistes chiliens pour avoir commis le seul délit de lutter pour la vraie indépendance de notre pays.

Aujourd'hui le peuple chilien s'organise dans la Résistance clandestine contre la dictature. Une longue et difficile lutte commence et d'autres chants vont sûrement apparaître; des chants qui vont être la chronique d'une épopée qui vient seulement de commencer. Nous avons pensé faire connaître notre réalité, nous avons pensé essayer d'exprimer aux travailleurs québécois ce que sont vraiment ces pays de l'Amérique Latine, et quel est le vrai rôle joué par l'impérialisme.

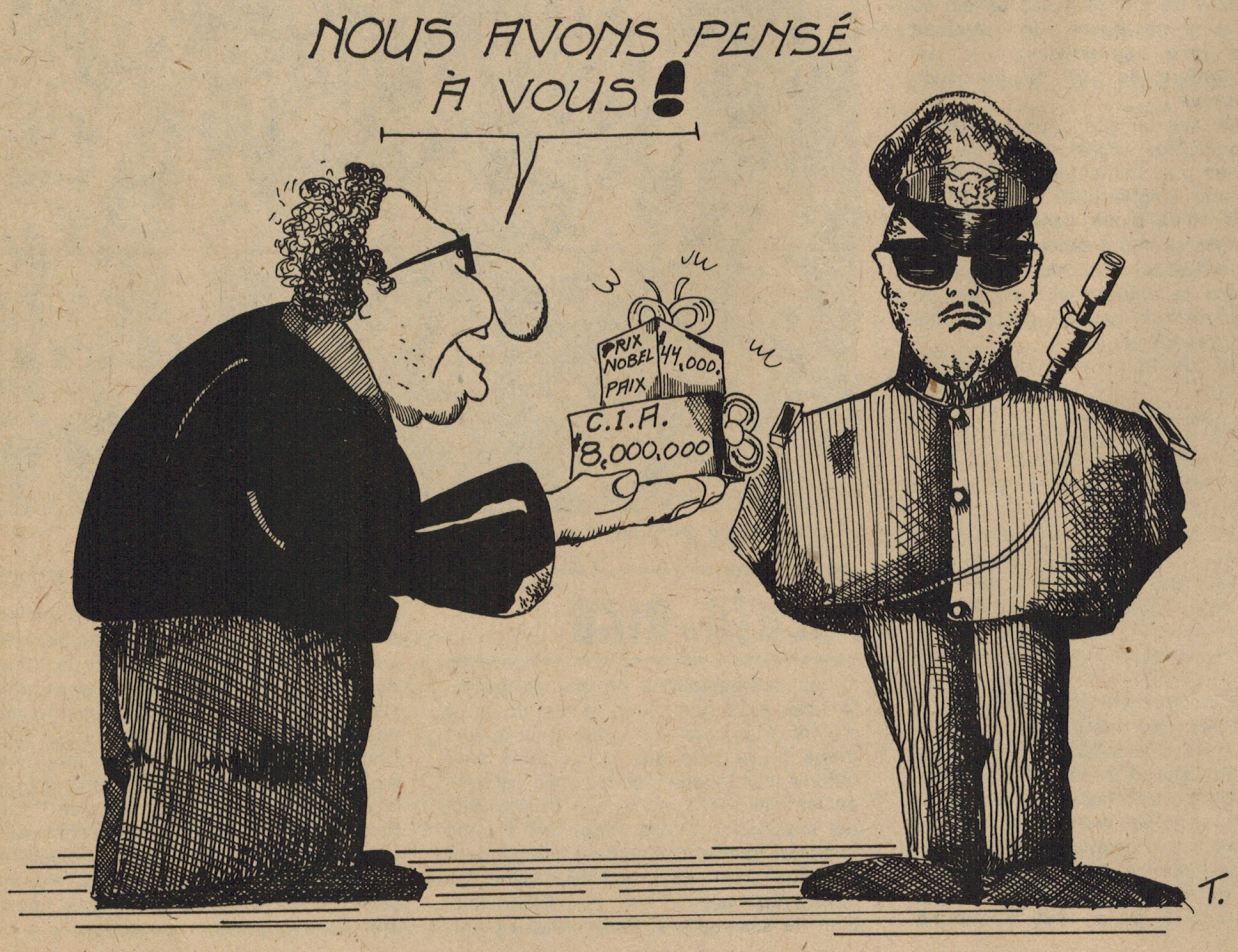
C'est ainsi que nous avons formé un groupe qui s'appelle "Los de la Legua" pour essayer d'exprimer avec nos chants et nos poèmes la réalité de nos peuples et ses espoirs de libération.

Le groupe est dirigé par notre camarade Alberto Kurapel un chanteur chilien qui a étudié longuement le folklore chilien pour pouvoir arriver à créer une nouvelle chanson qui puisse parler de la réalité actuelle en se basant sur la riche tradition poétique du chant chilien.

Notre groupe est prêt à aller rencontrer tous les groupes qui veulent poser un geste concret de solidarité avec notre peuple.

Vous pouvez nous rejoindre en téléphonant au Comité Québec-Chili (842-8459).

Victor Jara: torturé et assassiné pour avoir chanté trop juste.



A VOUS LA PAROLE

Comité de Solidarité Québec-Chili
356 est, rue Ontario
MONTREAL, Qué.

Ci-joint un chèque au montant de ma journée de salaire du 1er mai 1974.

J'ai travaillé cette journée là pour pouvoir faire ce don de solidarité international en faveur d'un peuple qui, par l'électoralisme, avait presque réussi à se donner un gouvernement authentiquement démocratique. Celui-ci, de par le monde, aurait fait figure d'une possibilité, un véritable socialisme basé sur la recherche de la justice sociale; tous les hommes sont égaux.

Puisse, le bulletin que vous publiez avoir longue vie et se diffuser parmi les travailleurs québécois afin de développer cette solidarité nécessaire à l'avènement d'un véritable socialisme québécois.

Solidairement,

Jean-Marie Bélanger
(menuisier de la Construction CSN)

La solidarité du Québec envers le peuple chilien ressemblait au début à un réflexe émotif: nous ne mesurions même pas la portée de l'évènement tellement le motif en était odieux. Petit à petit notre conscience des faits a transformé ce réflexe en quelque chose de plus réfléchi et ce n'est qu'alors que le problème chilien est devenu un fait inacceptable voire insupportable aux yeux de ceux qui ont eu le courage de comprendre que ce problème était aussi le nôtre.

Mais le raffinement de notre société fait en sorte que nous sommes immunisés contre les prises de conscience trop brusques de ce qui est réalisé pour d'autres.

La manifestation du 11 septembre tentait de replacer ce cauchemar lointain au niveau des problèmes réels et concrets de notre civilisation.

Bien sûr il y en aura toujours qui se refuseront à admettre l'immoralité de la participation "impérialiste" dans les affaires chiliennes (et ce malgré les aveux de la C.I.A.). C'est alors que je me demande lequel du Chili ou du Québec est le plus à plaindre? Le Chili pour les conséquences de son acte révolutionnaire (prix qu'il doit payer pour sa libération) ou le Québec pour le retard qu'il accuse (ou qui l'accuse) dans la lutte contre les possédants.

Comme les chiliens nous ne sommes pas responsables de notre esclavage mais nous avons au moins la responsabilité de le combattre; et pour certains cela signifiera se battre contre eux-mêmes.

Il ne nous reste que les moyens à choisir...

el pueblo unido jamàs
sera vencido

Germain Ménard,
pour le Syndicat des
Enseignants le Royer.

Longueuil, le 11 octobre 74.

Comité de solidarité Québec-Chili,
Montréal.

Nous sommes un groupe de gens qui veulent s'éduquer à l'action politique en se sensibilisant aux luttes qui ont cours au Québec et ailleurs, et en posant des gestes de solidarité avec ceux qui sont directement impliqués dans ces luttes. Pour ce, nous nous rencontrons tous les deux mois pour échanger des informations sur des questions comme: la grève de la United Aircraft, la réouverture de leur usine par les travailleurs de la Regent Knitting de Saint-Jérôme, le boycottage des raisins de Californie, les coopératives et garderies populaires, le Comité Québec-Chili, etc...

Chacun des membre de notre groupe verse chaque semaine dans un fond commun le montant qu'il juge bon, lequel fond sert à appuyer l'action de groupes qui luttent pour une cause que nous jugeons prioritaire.

Le contact direct de plusieurs membres de notre groupe avec les réalités de l'Amérique latine, ainsi que la visite de deux d'entre nous au Comité Québec-Chili nous amène aujourd'hui à vous appuyer concrètement.

Espérant recevoir régulièrement de vous de l'information sur l'action en cours au Chili, Salut à ceux qui lisent ce message.

Paul Berler,
pour le Groupe-solidarité
(3662 rue Saint-Hubert, Montréal.)

ENVOI DES FONDS DE SOLIDARITE

L'argent qui avait été recueilli par le Comité Québec-Chili ($11,000) pour soutenir la résistance au Chili, est parvenu à destination. Le Comité en a reçu confirmation par une lettre signée d'un membre de la Commission Politique du MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire). Rappelons que l'Assemblée Générale du comité du 28 mai 1974 avait décidé à l'unanimité d'envoyer ces fonds au MIR jugeant que tant pour des raisons politiques et idéologiques qu'organisationnelles, ce mouvement est le mieux placé pour utiliser ces fonds dans l'organisation de la résistance.

FORMULE D'ABONNEMENT

Nom . . . . . .

Adresse . . . . . .

. . . . . .

. . . . . .

Téléphone . . . . . .

Des exemplaires des numéros précédents de CHILI-QUEBEC INFORMATIONS sont encore disponibles au Comité.

Abonnement régulier: $5.00.
Abonnement-solidarité: $10.00.

Les abonnements de groupe (5 exemplaires ou plus postés à la même adresse) nous faisant épargner des frais de poste, les prix ci-dessus deviennent alors, respectivement: $4.00, $2.50 et $8.00, à multiplier par le nombre d'exemplaires désirés.

Faites votre chèque à l'ordre du Comité de Solidarité Québec-Chili, 356 rue Ontario est, Montréal, et inscrivez à l'endos du chèque: "Bulletin".

UNISSONS-NOUS TOUS CONTRE LES DEPORTATIONS

MILLE CINQ CENT (1,500) HAITIENS, en majorité des TRAVAILLEURS de manufacture, vivent actuellement dans la peur, traqués par les services d'Immigration et de Police du Canada, sous la menace de la Déportation vers l'enfer des Duvalier et des sinistres tontons-macoutes. Personne ne peut prétendre ignorer ce drame. L'action inlassable des organisations haitiennes, la radio, la presse, la télévision en ont fait connaître toute l'ampleur. Personne ne peut jouer au Ponce Pilate, s'en laver les mains et se prétendre neutre; on n'a pas le droit d'être neutre devant l'injustice.

Le gouvernement des Bahamas a décidé récemment d'expulser environ quarante mille émigrés haitiens. Ces travailleurs perdent ainsi leurs biens accumulés par des années de labeur et de privations et sont jetés brutalement sur les côtes haitiennes. Ils sont deux cent mille en République Dominicaine, principalement des coupeurs de canne, victimes d'une oppression féroce. Récemment, certains ont été assassinés par les agents des patrons des usines sucrières. Ils sont près de trois cent mille aux Etats-Unis. Un grand nombre d'entre eux, opprimés, traqués. Depuis un an, plus de sept cent haitiens ont fui vers les Etats-Unis sur de frêles embarcations. Nombre d'entre eux ont péri en mer. Les autres sont jetés en prison dès leur arrivée. Un de ces travailleurs, Turenne Déville, a préféré se suicider; il s'est pendu dans son cachot plutôt que d'être renvoyé en Haïti.

Le drame se déroule actuellement au Canada aussi. Quinze mille haitiens, dont plus de quatre mille - des travailleurs principalement - arrivés après 1971, mal renseignés et venant d'un pays où le gouvernement canadien n'avait pas alors de bureau d'immigration. Quinze cent d'entre eux sont arrivés après le 30 novembre 1972. Or la loi Brice MacKasey enlève aux visiteurs arrivés après cette date, le droit de demander au Canada même, un visa de résidence. Quelques centaines d'autres sont arrivés après le 15 août 1973. Or, la loi Andras leur enlève le droit d'appel contre les décisions des services d'Immigration. D'ailleurs, le Tribunal d'appel confirme en général les mesures des agents de l'Immigration.

La guillotine de ce Tribunal fonctionne actuellement au rythme de dix immigrants haitiens par semaine. Dans neuf cas, l'ordonnance d'expulsion est maintenue.

Entre temps, c'est une véritable chasse à l'haitien qui se déroule au Canada, avec toutes sortes de brimades et d'humiliations contre ces immigrants qui arrivent avec leurs illusions sur "le paradis canadien", trompés souvent par des potentats du gouvernement Duvalier et les requins de certaines agences de voyage:

- interrogatoires policiers et détentions arbitraires dès l'arrivée à l'aéroport, enquête spéciale, alors que le Canadien rentre en Haiti en présentant tout juste son permis de conduire ou sa carte de crédit.
- Saisie de passeport et de billet d'avion, demande de cautionnement.
- Perquisition, fouille brutale dans les appartements la nuit, sans mandat.
- Harcèlement et arrestation sur les lieux de travail, pression, menace, chantage pour forcer les travailleurs à dénoncer les "illégaux".
- Obligation de se présenter régulièrement au bureau d'immigration comme des malfaiteurs.
- Traitement humiliant, attitude raciste.

Voilà le tableau de la situation infernale que vivent des milliers d'Haitiens dans le paradis libéral canadien.

Le comité d'Action Anti-Déportation (CAAD) estime qu'il faut faire plus. Nous pensons qu'il faut organiser une démarche concrète et énergique auprès du gouvernement fédéral pour l'amener à prendre position clairement et à résoudre définitivement le cas des milliers d'Haitiens traqués au Canada. Nos compatriotes ont droit à un statut de résidence et à la possibilité de travailleur dans le pays. Ottawa doit reconnaître les mêmes droits aux émigrés victimes de la dictature, comme les émigrés chiliens, grecs, iraniens, etc.

Le CAAD compte sur l'appui militant des organisations démocratiques du Québec et du Canada tout entier, sur l'appui de tous les hommes épris de justice pour obtenir le respect des droits démocratiques de nos milliers de compatriotes.

Comité d'Action Anti-Déportation
(CAAD)
C.P. 580, Station C, Montréal
844-9309

(Extrait d'un tract du 4 octobre 1974)